



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires

Lettre n°58 du 30 septembre 2018

États français, espagnol ou italien, Union européenne, une même politique contre les migrants et les travailleurs

Le 25 septembre, la Marine royale marocaine a ouvert le feu sur une embarcation de migrants en Méditerranée faisant un mort, une Marocaine de 22 ans, et trois blessés dont un dans un état critique. La responsabilité de ce crime d'État ne revient pas à la seule monarchie marocaine mais tout autant à la politique de l'État espagnol et à celle de l'Union européenne.

L'Espagne, comme la France ou l'Italie, fait tout pour empêcher les migrants d'atteindre son sol, avec la collaboration de la monarchie marocaine et de sa police. Cette violence criminelle est le corollaire de l'errance à laquelle est contraint l'*Aquarius*, le dernier navire européen qui continue à secourir des migrants en Méditerranée malgré l'opposition de plus en plus acharnée des gouvernements européens. Pendant plusieurs jours, alors qu'il transportait à son bord 58 migrants sauvés au large de la Libye, les ports européens lui sont restés fermés.

C'est en fait l'ensemble des gouvernements européens qui, depuis des mois, ont multiplié les obstacles contre les bateaux qui secourent les migrants. Sur la dizaine de bateaux humanitaires qui secouraient des migrants au large de la Libye l'an dernier, tous sauf l'*Aquarius* ont dû renoncer. Et le 22 septembre, le Panama a annoncé, sous la pression des autorités italiennes, qu'il allait lui retirer son pavillon.

À la télévision et dans les journaux, les ministres et porte-parole de Macron se sont succédé pour tenter de justifier leur attitude honteuse sous couvert de « *chercher une solution européenne* » afin de « *tenir le principe du port sûr le plus proche* ».

Au final, la position de Macron aura été la même que de celle de l'extrême droite xénophobe au pouvoir en Italie.

Ainsi, le nombre de décès et de disparitions ne cesse de croître. En ce moment, 1 personne sur 18 meurt en tentant la traversée, quinze fois plus qu'en 2015. 181 décès ont déjà été comptabilisés en septembre 2018, contre 115 sur tout le mois en 2017. De janvier à août 2018, 1600 décès ont été recensés officiellement, soit une augmentation de 400 % par rapport à 2017 sans parler des terribles

souffrances endurées par les migrants, les assassinats, les tortures, les viols et autres atrocités.

Ces crimes nous concernent tous. Les surenchères démagogiques contre les immigrés visent l'ensemble des travailleurs. Leur objectif est de soumettre l'immigration aux besoins du patronat afin de lui fournir une main d'œuvre à moindre coût. Il est de diviser le monde du travail pour mieux le plier aux volontés de la classe capitaliste, lui faire accepter les attaques dont il est la cible. Il est de dresser une fraction des classes populaires contre les travailleurs les plus démunis, les plus fragiles.

Quelle hypocrisie que de prétendre qu'il s'agirait de protéger les travailleurs dits « français ». Ce ne sont pas les migrants qui organisent le dumping social, imposent les bas salaires mais les capitalistes qui ignorent les frontières. Ce qui fait baisser les salaires, c'est la mise en concurrence des salariés à l'échelle internationale, c'est la course à la compétitivité, au profit.

C'est bien pourquoi notre solidarité internationaliste avec les migrants va de pair avec notre lutte pour imposer les droits des travailleurs, de tous les travailleurs, contre toutes les discriminations en particulier sur les salaires, contre la précarité et le chômage.

C'est vrai des droits sociaux, c'est aussi vrai des droits démocratiques.

Le durcissement des politiques migratoires, comme la dernière loi asile et immigration du sinistre Collomb, dégrade de plus en plus violemment les conditions de passage, de vie et de travail des migrants et entretient les réseaux de la traite des êtres humains. Il s'accompagne inévitablement d'une politique sécuritaire et policière qui étouffe une démocratie déjà bien limitée pour toute la population.

Notre solidarité avec les migrants s'inscrit dans notre combat pour les droits de tous les travailleurs et pour en finir avec la logique irresponsable et criminelle de la concurrence, de la barbarie capitaliste, de l'exploitation.

C'est ce que nous dirons tous ensemble le 9 octobre par la grève et dans la rue.

Démocratie révolutionnaire